



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition de 2 bennes à ordures ménagères pour la
Direction Prévention et Gestion des Déchets**













Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 4 juillet 2025 à 12:30

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Service Commande Publique

PIBS 2
30 rue Alfred Kastler
CS 70206
56006 VANNES CEDEX
Tél : 02 97 68 33 83

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Acquisition de 2 bennes à ordures ménagères pour la Direction Prévention et Gestion des Déchets
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	2
	Délai de validité des offres	4 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Attribution des marchés.....	10
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	11
8 - Renseignements complémentaires.....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne le marché suivant :

Acquisition de 2 bennes à ordures ménagères pour la Direction Prévention et Gestion des Déchets

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Acquisition de deux châssis Gasoil pour benne à ordures ménagères : 1 châssis de 19 tonnes et 1 châssis de 26 tonnes
02	Acquisition de deux caissons et deux lève-conteneurs pour benne à ordures ménagères

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
34139000-0	Châssis
34144511-3	Bennes à ordures
42416210-0	Dispositifs de levage de bennes

Lot(s)	Code principal	Description
01	34139000-0	Châssis
02	42416210-0	Dispositifs de levage de bennes
02	44613700-7	Bennes à déchets

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes des 2 lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Autres : Déclaration sur l'honneur - DC1 - DC2

Le DCE est accessible uniquement sur la plateforme de dématérialisation MEGALIS à l'adresse suivante <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le candidat est invité à s'identifier sur la plateforme au moment du téléchargement du DCE s'il souhaite être informé des modifications qui pourraient être apportées au DCE. Il est donc vivement conseillé de s'identifier et de fournir une adresse mail valide et usuelle.

Par ailleurs, tous les échanges en cours de procédure se font via la plateforme de dématérialisation. L'adresse mail indiquée par le candidat sera aussi utilisée lors de demandes de complément d'information, lors de la phase de négociation le cas échéant, lors de la notification des rejets ou la notification du marché.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Pour le lot n°1 - Acquisition de deux châssis (un de 19 tonnes et un de 26 tonnes) GO pour benne à ordures ménagères :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
Devis détaillé par lot
<p>Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat précisant le matériel proposé et son descriptif détaillé permettant au pouvoir adjudicateur, d'une part, de vérifier la conformité du matériel proposé aux exigences du CCTP, et, d'autre part, de juger de la qualité du matériel proposé.</p> <p>A ce titre, le candidat devra fournir les éléments suivants :</p> <p>Dimensions et poids :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Préciser le poids à vide du châssis selon les différents empattements existants, ○ Préciser les rayons de braquage hors tout et entre trottoir selon les empattements <p>Motorisation et autonomie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Préciser les plages du régime moteur de la puissance maximale, le ratio de pont et du couple maximal : ces éléments permettront de définir la motorisation la plus adaptée ○ Préciser la puissance et cylindrée ○ Préciser le niveau sonore en cabine moteur en marche <p>Chaine cinématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Boîte de vitesses automatique type Allison <p>Ergonomie et sécurité:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Préciser les modalités d'accès à la cabine : hauteur du sol au plancher de la cabine, nombre de marches, hauteur inter-marches, profondeur des marches, ainsi que tout élément permettant d'apprécier l'accessibilité de la cabine et son ergonomie ○ Dimensions, confort et ergonomie de cabine, permettant le rangement à l'arrière des sièges ○ Confort de la place du milieu, place pour les jambes et maintien de la personne ○ Plafond suffisamment haut pour des agents de grande taille (hauteur entre assise siège et plafond à préciser) <p>Impact environnemental :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Préciser les niveaux de rejets de polluants NOx, CO et HC, et particules exprimés en grammes par litre de gasoil consommé et CO₂, en g/t-km en milieu urbain, en milieu mixte et en milieu rural ○ Préciser les consommations de carburants et autres fluides. Ces données seront exprimées en l/100 km ○ Préciser les moyens mis en œuvre pour les réduire ○ Démarche en faveur de l'environnement de l'entreprise

Garanties et service après-vente :

- SAV : délais d'intervention en cas de panne pendant la période de garantie, durée de garantie, durée garantie d'approvisionnement en pièces détachées et délai de livraison de ces pièces détachées (l'article 7 de l'acte d'engagement devra être complété)

Les fiches techniques correspondant aux matériels et prestations proposés par le candidat devront être obligatoirement jointes au mémoire technique.

Pour le lot n°2 - Acquisition de deux caissons pour benne à ordures ménagères et deux lève-conteneurs

Libellés
L'acte d'engagement (AE)
Le devis détaillé du lot n°2
<p>Un mémoire technique précisant le matériel proposé et son descriptif détaillé permettant au pouvoir adjudicateur, d'une part, de vérifier la conformité du matériel proposé aux exigences du CCTP, et, d'autre part, de juger de la qualité du matériel proposé.</p> <p>A ce titre, le candidat devra fournir les éléments suivants :</p> <p>Pour les 2 caissons :</p> <p>Volume CE et charge utile</p> <ul style="list-style-type: none">○ Entre 20 et 24 m³ CE○ Environ 11 tonnes○ Poids du matériel <p>Les fiches techniques correspondant aux matériels et prestations proposés par le candidat devront être obligatoirement jointes au mémoire technique. Elles feront notamment apparaître le guesage des châssis le cas échéant.</p> <p>Fonctionnalité et capacité des matériels proposés :</p> <p>Trémie haute.</p> <p>Sécurité et ergonomie du poste de travail :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Préciser les modalités techniques envisagées pour assurer la sécurité des futurs utilisateurs et une utilisation aisée du matériel○ Détailler les éléments favorisant l'ergonomie du poste de travail arrière : marchepieds, main-courante simple ou double, type de protection contre les envols de la trémie...○ Préciser la vitesse d'un cycle de compaction <p>Matériaux, dimensions et poids :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Préciser la composition des matériels proposés (type d'acier) et le traitement anticorrosion envisagé○ Préciser les dimensions et le poids des différents matériels proposés○ Préciser les épaisseurs d'acier utilisées

Garanties et service après-vente :

- SAV : délais d'intervention en cas de panne pendant la période de garantie, durée de garantie, durée garantie d'approvisionnement en pièces détachées et délai de livraison de ces pièces détachées (l'article 7 de l'acte d'engagement devra être complété)

Pour les 2 lève-conteneurs :**Fonctionnalité et capacité des matériels proposés :**

- Les temps de cycle
- La vitesse de vidage
- La cinématique du mouvement
- La puissance de levage d'un peigne seul ou en position couplée
- Le poids et l'encombrement (porte à faux) du matériel

Sécurité et ergonomie du poste de travail :

- Préciser les modalités techniques envisagées pour assurer la sécurité des futurs utilisateurs et une utilisation aisée du matériel

Garanties et service après-vente :

- SAV : délais d'intervention en cas de panne pendant la période de garantie, durée de garantie, durée garantie d'approvisionnement en pièces détachées (l'article 7 de l'acte d'engagement devra être complété)

Les fiches techniques correspondant aux matériels et prestations proposés par le candidat devront être obligatoirement jointes au mémoire technique.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est **obligatoirement** effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalix.bretagne.bzh>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse indiquée en page de garde de ce présent règlement. Il convient d'indiquer les mentions suivantes :

**Copie de sauvegarde à l'attention du Service Commande Publique
Marché n° 2025-046**

Lot n°

Ne pas ouvrir

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie papier n'est plus autorisée depuis le 1er octobre 2018.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou

inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	30.0 %
2-Valeur technique	65.0 %
3-Performance en matière de développement durable	5.0 %

- **Prix des prestations : 30 % (affectation d'une note sur 30 pts)**

Formule de calcul de la « note Prix » :

(pondération x montant de l'offre moins disant) /montant de l'offre analysée

- **Valeur technique : 65 % (affectation d'une note sur 65 points)**

- Qualité du matériel proposé : 50 points

Fiches techniques, fonctionnalités et capacités proposées, dimensions, poids, charge utile du véhicule fini, ergonomie et sécurité d'utilisation du matériel

- SAV : 7 points

Délais d'intervention en cas de panne pendant la période de garantie, durée de garantie du matériel complet, durée garantie d'approvisionnement en pièces détachées et délai de livraison de ces pièces.

- Délais de livraison : 8 points

- **Performance en matière de développement durable : 5 % (affectation d'une note sur 5 points)**

- Consommation de carburant, Emissions à l'échappement, certification de l'entreprise/ démarche en faveur de l'environnement

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Par ailleurs, l'attribution des lots s'effectuera dans l'ordre suivant :

- **Lot n° 1**
- **Lot n° 2**

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 4 jours.

La signature de l'acte d'engagement vaudra acceptation de toutes les autres pièces du marché.

La signature électronique n'étant pas encore obligatoire, la collectivité ne souhaite donc pas l'imposer aux candidats.

Tous les échanges se feront obligatoirement par voie dématérialisée pendant la procédure de passation du marché.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le DCE après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte - CS 44416
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Rennes.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Tribunal Administratif de Rennes.